

RAPPORT D'UN STAGE
DE SOLIDARITÉ
AVEC LE PEUPLE CUBAIN

DU 4 AU 18 NOVEMBRE 2000



AVANT-PROPOS

CE RAPPORT DE STAGE EST LE RÉSULTAT D'UNE CONTRIBUTION DE L'ENSEMBLE DES ONZE PERSONNES QUI ONT PARTICIPÉ À CE STAGE. LE LECTEUR EXCUSERA ALORS LES DIFFÉRENCES DE TON ET DE STYLE DANS L'ÉCRITURE.

LES STAGIAIRES ESPÈRENT QUE CE RAPPORT PERMETTRA À CELLES ET À CEUX QUI LE LIRONT DE MIEUX SAISIR LA RÉALITÉ ACTUELLE DE CE PEUPLE COURAGEUX ET DE FAIRE CONTREPOIDS À L'INFORMATION DOMINANTE ET HABITUELLE DES MÉDIAS À L'ÉGARD DE CUBA.

PAR-DESSUS TOUT, LES LECTRICES ET LES LECTEURS SONT CONVIÉS À SE JOINDRE AUX STAGIAIRES POUR DES GESTES DE SOLIDARITÉ EN FAVEUR DU PEUPLE CUBAIN.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
PREMIÈRE PARTIE	
1.1 Présentation	3
1.2 Éléments de contexte	3
1.3 Bref rappel historique	3
1.4 Observations générales des stagiaires	
sur le plan économique	4
sur le plan social	4
sur le plan politique	5
1.5 Témoignage	6
DEUXIÈME PARTIE	
2.1 Rencontres sur la situation socio-économique générale	8
2.2 Nouvelles réalités, nouvelles solutions : trois projets communautaires	9
2.2.1 Projet du Cerro	9
2.2.2 Le Cafétal	10
2.2.3 Le MEPLA	11
2.3 Rencontres avec les syndicats nationaux	12
2.3.1 Syndicat du tourisme et de l'hôtellerie	12
2.3.2 Syndicat de la culture et des journalistes	12
2.3.3 Une école pour la formation syndicale	13
2.4 La vie politique cubaine	14
2.4.1 L'Assemblée nationale du Pouvoir populaire (ANPP) ...	14
2.4.2 Le Parti communiste de Cuba	14
2.4.3 La loi d'ajustement cubain	14
2.5 Éducation : visite de deux écoles	15
2.5.1 École spéciale Comandante Fajardo	15
2.5.2 École Lénine de La Havane	15
TROISIÈME PARTIE	
3.1 Suivi au stage: engagements	17
3.1.1 Projet de coopération avec l'École d'éducation syndicale Lázaro Peña	17
3.1.2 Appuis politiques	17
3.1.3 Autres projets complémentaires	17
3.2 Déclaration finale de la 2 ^e rencontre mondiale d'amitié et de solidarité	18
3.3 Accords généraux	18
3.4 Déclaration de la délégation du CISO	19
ANNEXES	
I Programme du stage à Cuba	21
II Liste des stagiaires	22
III Résolution de l'ONU sur la levée du blocus cubain	23



PREMIÈRE PARTIE

1.1 PRÉSENTATION

Du 4 au 18 novembre 2000, une délégation de onze membres du Centre international de solidarité ouvrière (CISO) s'est rendue à La Havane pour assister à la 2^e Rencontre mondiale d'amitié et de solidarité avec Cuba¹ et pour connaître et saisir les défis du peuple cubain dans le nouveau contexte de la mondialisation des marchés et de la négociation de l'Accord en vue de créer une zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). La délégation s'est aussi intéressée aux effets de la poursuite du blocus américain et de ceux de l'effondrement de l'Union soviétique et des autres pays de l'Est.

Ce rapport devrait enrichir nos connaissances et notre compréhension de l'évolution récente du socialisme cubain. Il pourra servir d'outil de réflexion et de mobilisation en faveur de la levée du blocus américain.

Après avoir mis en contexte l'évolution de la société cubaine, le rapport trace les grandes lignes de ce que le groupe a retenu et il fait état d'un certain nombre de rencontres. On trouvera en annexes quelques documents complémentaires en lien avec la Rencontre mondiale, le programme du stage et la liste des participantes et participants.

1 Voir en annexe 1 *La Déclaration finale* adoptée par les participantes et participants internationaux.

1.2 ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Rappelons que le CISO avait inauguré une série de stages à Cuba de 1978 à 1985. Il s'agit, par conséquent, d'une reprise de ce type d'activité après une quinzaine d'années marquées par un profond changement de l'économie cubaine. En effet, la chute du mur de Berlin et l'éclatement du bloc soviétique ont conduit à l'isolement de Cuba et à la fin d'une aide matérielle et d'un soutien politique externes.

Les membres du groupe provenant d'organisations syndicales québécoises voulaient voir sur place comment le peuple cubain se remettait d'une telle secousse et quel appui lui était le plus approprié dans les circonstances. Le rapport de la rencontre avec le responsable du Centre d'études sur l'économie cubaine de l'Université de La Havane fait un portrait réaliste et une analyse percutante des conséquences de la fin de l'aide soviétique et du renforcement du blocus avec la Loi Helms-Burton.

1.3 BREF RAPPEL HISTORIQUE

Toute situation politique s'explique à partir de son histoire. Celle-ci façonne son devenir, ses bons coups comme ses moins bons. Après la Guerre d'indépendance contre l'Espagne, au tournant du 19^e siècle, les Américains en profitèrent pour établir progressivement leur domination politique et économique sur l'île. Les dictatures de Machado et de Batista surtout

(1933-1959) renforcèrent cette dépendance. En 1959, Cuba était une quasi-colonie américaine. Bien plus, Cuba était un bassin de ressources pour nombre d'entreprises américaines. Les conditions de travail et de vie du peuple cubain frisaient l'esclavage. Au moment de prendre le pouvoir, l'équipe de Fidel Castro héritait d'une situation économique et sociale difficile. Avec acharnement, profitant de l'aide de l'Union soviétique pour soutenir une vaste réforme de l'agriculture, Cuba était devenue, à la fin des années 1980, un modèle pour les pays en voie de développement. Jusqu'au moment de l'éclatement du bloc des pays de l'Est, plusieurs observateurs constataient que le blocus américain à l'égard de Cuba était inefficace.

À peu près au moment où cesse l'aide extérieure, les Américains renforcent le blocus au moyen de la Loi Helms-Burton qui impose une pénalité à tout pays qui collabore et fait commerce avec Cuba, de même qu'à tout cargo et avion qui transportent de la marchandise à destination de Cuba. À partir de ce moment, il était à peu près certain que les jours du régime socialiste étaient comptés. Dans les faits, une période noire s'installe. Les Cubains l'appellent « période spéciale ». Ainsi, de 1989 à 1994, le produit intérieur brut (PIB) passe alors de 32,5 à 16,3 millions de dollars américains. Les conditions de vie du peuple cubain se détériorent. Les espoirs de reprise sont faibles. Tous les acquis sociaux sont en péril.



L'aide extérieure s'impose. De nombreux rapports doivent se développer avec les pays riches. De nouvelles conditions doivent être mises en place pour accueillir les investissements étrangers. L'économie cubaine, traditionnellement fondée sur l'agriculture, c'est-à-dire la canne à sucre, le rhum et le tabac, doit faire place à une économie de services fondée sur le tourisme. Pour cela, il faut des devises étrangères et l'expertise des entreprises capitalistes. Ceci n'ira pas sans risques; la prochaine section fera état des tendances récentes que les stagiaires ont observées dans la transformation du socialisme à saveur cubaine.

1.4 OBSERVATIONS GÉNÉRALES DES STAGIAIRES

SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

Jusqu'en 1990, l'essentiel du commerce extérieur cubain (80 %) se faisait avec l'Europe de l'Est. Sur le plan du combustible, ce sont trois millions de tonnes qui étaient importées de l'URSS. À partir de 1989, Cuba a enregistré une chute de 35 % de son PIB, situation qui a perduré jusqu'en 1994, année où l'économie cubaine a commencé à récupérer.

L'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP) s'est alors réunie et a décidé de consulter les parlements ouvriers au sujet de la situation économique, ce qui a permis d'adopter un certain nombre de mesures :

- la modification de la Loi sur les investissements;
- la dépenalisation de l'utilisation des devises;
- la disparition de certaines gratuités;

- l'augmentation des prix du rhum, de l'électricité et de l'eau;

« Tout était négociable, sauf la souveraineté et l'indépendance du pays », selon Monsieur Espinoza de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire.

Les stagiaires ont observé que Cuba était en pleine relance économique. Malgré la fin de l'aide soviétique et le blocus, Cuba a réussi à maintenir le chômage à un niveau très bas. Le PIB est en croissance. Les services d'électricité et de communications se sont améliorés considérablement par rapport aux précédentes visites. Partout autour de La Havane, d'immenses chantiers sont en construction. Dans la vieille Havane, plusieurs édifices patrimoniaux sont en restauration majeure. L'industrie touristique vit un essor marqué. Les infrastructures touristiques se sont modernisées, le transport par autobus et par avion également. Un aéroport neuf accueille les passagers arrivant dans la capitale.

Toutefois, les salaires sont restés très bas et le pouvoir d'achat n'a pas encore été rétabli au niveau de 1989.

Les stagiaires ont été aussi à même de constater que Cuba avait mis en place les conditions d'une restructuration de son économie. Le phénomène de la dollarisation est désormais institutionnalisé, mais, espère-t-on, temporaire. Il s'agit de l'entrée de devises étrangères et de l'accès public à la monnaie américaine. Un peu partout, il y a des bureaux de change où la population cubaine peut échanger des pesos contre des dollars. Dans l'in-

dustrie touristique, les travailleuses et les travailleurs ont accès à des dollars américains par les pourboires, mais reçoivent leur salaire en pesos cubains.

De plus, il existe maintenant un certain nombre de zones franches pour les investisseurs étrangers. Toutefois, des règles s'appliquent et les salaires et les conditions de travail se doivent de respecter les lois cubaines. Cuba accepte également que des entreprises d'exploitation pétrolière étrangères procèdent à des forages dans les mers cubaines. Si elles trouvent du pétrole, elles pourront l'exploiter moyennant une redevance à Cuba. Autrement, elles perdent leurs investissements et Cuba n'a rien à déboursier. Diverses entreprises mixtes se sont installées à Cuba. Il s'agit de partenariats entre des entreprises capitalistes et des entreprises d'État. Il y a eu privatisation partielle de certaines entreprises ou activités. Des usines ont été fermées ou réorientées. Il y a eu une augmentation des produits et services.

Bref, Cuba a brisé l'isolement que tentait de lui imposer le blocus en se réinsérant dans le marché mondial, sans nécessairement se soumettre aux exigences de la globalisation.

SUR LE PLAN SOCIAL

La société civile bénéficie d'un espace accru. Il y a une plus grande place pour la négociation des conventions collectives. On a pu observer une nouvelle prise en charge locale de la communauté. Les activités religieuses sont pratiquées de façon plus ouvertes. Il a semblé aux stagiaires que le rôle des Comités



de défense de la Révolution (CDR) était différent, avec un pouvoir et une visibilité moindres. Les médias (radio, télévision, journaux) sont apparus plus autonomes. D'ailleurs, avec les antennes paraboliques et l'Internet, il n'est plus possible de filtrer l'information en provenance de l'extérieur. CNN est également accessible en espagnol. Dans les kiosques, on remarque la présence de littérature étrangère. La place des femmes a pris un nouvel essor. Il est plus fréquent de rencontrer des femmes comme interlocutrices principales des organisations politiques, culturelles ou syndicales, ce qui contraste avec la situation des années 1980.

Paradoxalement, et peut-être inévitablement, Cuba connaît un accroissement des inégalités sociales. Le rapport entre les salaires est passé de un pour quatre à un pour sept entre le plus bas et le plus haut salaire. L'activité agricole décline pendant que des fermes privées se développent. On revient à la traction animale, faute de pièces pour réparer les vieux Bélarus et faute de devises pour les remplacer. De moins en moins de personnes veulent se faire « cuire au soleil » à couper manuellement la canne à sucre. La mobilisation est plus difficile chez les jeunes. L'industrie touristique et la ville attirent davantage, car elles donnent accès aux dollars. On assiste donc à un écart grandissant entre la ville et les régions et entre les divers secteurs économiques de pointe et traditionnels.

Conséquence inévitable, Cuba connaît une émergence de problèmes sociaux. Personne n'est en mesure de dire si le chômage est

élevé, mais on constate un déplacement des populations vers les villes. Avec l'abandon de l'activité agricole et l'exode rural, se développe, le phénomène des bidonvilles. Ces ruraux sont venus s'installer en bordure des villes afin de profiter de l'activité industrielle et touristique. Cela entraîne une série de problèmes sociaux tels la délinquance, le vol et la prostitution.

SUR LE PLAN POLITIQUE

Cuba garde le cap sur ses grandes orientations. On reconnaît les éléments qui ont donné lieu à ce qu'il est convenu d'appeler le « socialisme à la cubaine » et qui se caractérise ainsi :

- la prépondérance de la propriété collective des moyens de production;
- les services publics développés, notamment la santé et l'éducation;
- le rôle actif de l'État;
- le contrôle sur les investissements étrangers;
- le solide filet de sécurité sociale.

À travers les époques, il y a aussi une chose qui ne se dément pas : le nationalisme cubain. Ces insulaires venus d'Espagne et d'Afrique se sont mêlés à des autochtones d'Amérique pour fonder un peuple fier et indépendant. La souveraineté cubaine n'a rien perdu de sa ferveur. L'antiaméricanisme s'en nourrit et la nourrit, mais, même s'il devait y avoir une levée du blocus, il a semblé que ce nationalisme allait survivre, tant il colle aux tripes et au cœur de chaque Cubaine et Cubain.

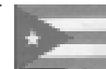
L'unité syndicale continue à domi-

ner le paysage. Il y a cependant quelques cas de syndicalisme indépendant. Les stagiaires ont compris que, même s'il y avait une plus grande tolérance à la diversité syndicale, cela ne ferait pas long feu, puisqu'il n'y a toujours eu qu'une seule centrale syndicale et que celle-ci permet l'expression des différences professionnelles par ses syndicats nationaux qui semblent disposer d'une certaine autonomie.

Il n'y a toujours qu'un parti unique à Cuba, le Parti communiste de Cuba (PCC). Les stagiaires ont cherché à comprendre pourquoi il n'était pas encore ouvert à la présence de partis d'opposition. Les Cubains admettent que ce phénomène détonne dans la culture nord-américaine.

Dans la tradition sociale, les droits collectifs continuent à dominer les droits individuels. C'est un choix de société. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un pays assiégé. La sécurité d'un pays en conflit ne permet pas autant de liberté que dans un pays en paix. La révolution cubaine exige d'être défendue. Les États-Unis n'attendent qu'une seule chance pour renverser le « régime cubain ». Alors qu'arriverait-il si les droits individuels passaient avant les droits collectifs? Par contre, combien de fois les mouvements sociaux d'ici ne s'élèvent-ils pas contre le fait que nos droits collectifs soient mal protégés par nos chartes?

Cuba s'ouvre à de nouveaux défis. La propriété mixte des moyens de production n'est plus une exception. L'ouverture à des liens avec des pays capitalistes va forcer à l'interne l'ouverture de l'économie cubaine. Le Venezuela s'est engagé



du côté de l'exploitation pétrolière tandis que le Canada et les pays d'Europe se sont intéressés aux infrastructures touristiques. D'ailleurs, c'est le premier ministre, Jean Chrétien, qui a présidé à l'inauguration du nouvel aéroport de La Havane. Le Canada est également présent dans l'exploitation pétrolière et minière au moyen d'entreprises mixtes. Au niveau plus strictement politique, le PCC et les CDR travaillent à revoir leur rôle dans la société cubaine. On parle désormais d'un nouvel exercice du pouvoir. Des débats publics sont à prévoir et des changements possibles.

1.5 TÉMOIGNAGE

Arrivé là plutôt « vert », je rentre de Cuba vraiment impressionné par ce que j'y ai vu.

Cuba n'est pas une société sectaire isolée dans son île qui attend courageusement l'inévitable et triste fin que l'impitoyable blocus américain finira bien par lui infliger. Ce que le groupe a vu, c'est un Cuba ouvert, au centre d'un vaste réseau mondial de solidarités et d'alliances économiques, politiques et culturelles. C'est ainsi que, pendant notre séjour, nous avons participé aux travaux de la Deuxième rencontre mondiale d'amitié et de solidarité avec Cuba organisée par l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP) et la Centrale des travailleurs cubains (CTC) : 4264 participants, dont environ 500 Américains, venus de 118 pays des cinq continents. Nous avons aussi découvert comment, avec courage, solidarité et ingénio-

sité, ce peuple attachant arrive à contourner le blocus américain, appelé aussi « embargo », et à reprendre pied grâce à l'aide et à la solidarité des peuples du monde entier.

LE SAVIEZ-VOUS?

En 1989, avec l'écroulement du bloc de l'Est, Cuba a perdu soudainement 85 % de ses approvisionnements et de ses marchés d'exportation. À Cuba, on a appelé « période spéciale » les années qui ont suivi et qui ont imposé de grandes privations à tous les Cubains.

Malgré cela, durant cette période, toutes les écoles et tous les hôpitaux sont restés ouverts. Les revenus des travailleurs, dont les entreprises ont été touchées par cette crise, ont été protégés. Pour les Cubains, la santé, l'éducation et le travail pour tous sont des acquis inestimables, le cœur même de leur révolution. Ils mettent tout en œuvre pour le maintien de ces acquis. Ils arrivent à autoriser les individus à posséder personnellement des devises américaines. Ils vont jusqu'à consentir à des investissements étrangers dans l'économie nationale. Cuba considère cette situation comme temporaire et entend relever la valeur de la monnaie nationale à la hauteur du dollar pour ensuite se défaire de cette monnaie étrangère dans l'économie nationale interne. D'énormes progrès ont déjà été accomplis en ce sens.

Le capital de plusieurs pays

européens et du Canada est présent dans maints secteurs vitaux de l'économie cubaine. Il est, sauf une seule exception², allié au capital majoritaire de l'État cubain dans des sociétés dites mixtes. C'est le cas dans les secteurs des ressources naturelles et de l'hôtellerie.

L'industrie touristique est maintenant la première source de devises, avant même le sucre et le tabac. Ainsi, l'économie cubaine est moins à la merci de la manipulation des prix internationaux des matières premières, comme l'est celle de certains pays à monoculture. Les travailleuses et travailleurs de ce secteur étant privilégiés, ils contribuent volontairement, jusqu'à 10 % de leurs pourboires en dollars américains, à une caisse nationale de soins aux enfants malades du cancer.

L'éducation est gratuite, de la maternelle à l'université, de même que tous les services de santé.

Sur les quarante millions d'enfants qui dorment dans les rues, en Amérique latine, pas un seul n'est cubain, selon l'UNICEF.

Malgré la « période spéciale », le rationnement alimentaire national garantit quand même, à chaque Cubain, un régime à 2200 calories par jour et rattrapera prochainement les

2 Le projet d'électrification de l'île de la Jeunesse est confié à une entreprise, sans participation cubaine.



DEUXIÈME PARTIE

2.1 RENCONTRES SUR LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Entretiens tenus avec :

- **Juan Triana**, directeur du Centre d'études de l'économie cubaine, Université de La Havane;
- **Pedro Ross**, secrétaire général de la CTC;
- **Manuel Montero**, responsable secteur des Amériques, CTC.

Après la Révolution, le modèle de développement cubain a été basé sur une économie socialiste qui a défendu fortement le marxisme-léninisme. Cuba était un État très centralisé, conforme au modèle communiste traditionnel quant à la propriété collective des moyens de production.

Compte tenu de la déroute du bloc socialiste en Europe de l'Est, en 1989, et dans le cadre du processus de globalisation des économies capitalistes, Cuba a dû modifier sa ligne de conduite, adapter son modèle de développement, apprendre à vivre dans le capitalisme mondial sans l'appui d'une grande puissance, tout en maintenant les valeurs essentielles de sa révolution (éducation et santé universelles et gratuites, protection de la culture, indépendance du pays). C'est ce que Pedro Ross¹ a nommé « l'humanisation et la démocratisation du

socialisme à la manière cubaine ».

Ainsi, sur le plan des relations extérieures, Cuba n'est pas membre du Fonds monétaire international (FMI) pas plus que de la Banque mondiale (BM) et n'est donc pas soumis aux programmes d'ajustements structurels que ces organismes imposent aux autres pays du Sud. Le pays n'est pas intégré au processus de négociations en vue de l'Accord sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et il ne veut pas l'être non plus, selon ces interlocuteurs. Les Cubains ont toutefois participé au premier Sommet des peuples de Santiago, en 1998, et ils tiennent à avoir une présence active au deuxième Sommet des peuples de Québec, en avril 2001. La politique économique extérieure alternative de Cuba s'inscrit plutôt dans une participation à des regroupements de pays d'Amérique latine, dont le Marché des États des Caraïbes (CARICOM), et dans la signature d'ententes bilatérales comme celle qui vient d'être conclue sur le pétrole avec le Venezuela.

En ce qui a trait au développement de l'économie interne, les aléas des événements internationaux, depuis 1989, ont provoqué des transformations importantes dans la structure de propriété des moyens de production. Par contre, la prédominance de la propriété collective dans les secteurs-clés de l'économie a été maintenue.

Cuba s'est ouverte à l'investissement étranger (surtout depuis

1993): elle accepte la libre circulation du dollar américain, favorise le développement de coopératives, de petites propriétés privées (*paladares* ou restaurants familiaux) ainsi qu'une partie de la production agricole sur le marché libre. On comprendra que ces changements ne sont pas survenus sans débats, les consensus étant difficiles à dégager. Au lieu d'imposer ces transformations, le gouvernement cubain a décidé d'entreprendre une tournée de consultations au cours de laquelle 70 000 assemblées ont été tenues, durant sept mois, dans les milieux syndicaux, gouvernementaux, dans les organisations de paysans et dans les écoles. Des consensus ont émergé et de nouvelles mesures ont été proposées par la base. Elles ont été implantées graduellement afin d'éviter un trop grand choc.

Selon Juan Triana, 700 entreprises commerciales (Beneton, par exemple) et 379 entreprises mixtes ont pignon sur rue à Cuba. Vingt-cinq pour cent des emplois relèvent d'entreprises non contrôlées par l'État.

Ces investissements étrangers proviennent de pays européens et du Canada. Le blocus empêche les entreprises américaines d'investir à Cuba.

L'élément le plus étonnant des transformations économiques à Cuba est la création de trois zones franches. Cet aspect mérite d'être scruté d'un peu plus près parce que le modèle qui vient à l'esprit, lorsqu'on parle de zones franches, est celui des

¹ Pedro Ross est secrétaire général de la Centrale des travailleurs cubains (CTC), membre du bureau politique du Parti communiste cubain et membre du Conseil d'État.



maquiladoras du Mexique.

Mentionnons d'abord que ces zones ont été créées à Cuba pour permettre de contourner le blocus. En effet, les entreprises étrangères qui s'y installent échappent aux règles et sanctions du blocus américain. Mais, les zones franches cubaines se distinguent fondamentalement des autres par les conditions imposées aux entreprises. Toutes les lois cubaines s'y appliquent, sans exception. Il y a des syndicats dans toutes les entreprises et les négociations s'y font sous le même modèle que dans les entreprises hors zones franches.

Ainsi, ne peut s'installer qui veut dans les zones franches cubaines. Les entreprises d'assemblage y sont très peu nombreuses. On privilégie des entreprises dont la production est directement liée aux secteurs de l'économie cubaine en développement : entreprises de fournitures pour le secteur hôtelier, entreprises de services technologiques et scientifiques permettant d'utiliser les spécialistes formés à Cuba. Bref, des entreprises stratégiques pour l'économie cubaine.

L'entreprise étrangère qui investit dans une zone franche doit payer les infrastructures et les taxes douanières sur les produits importés. Elle doit aussi écouler 25 % de sa production sur le marché national, le reste étant dirigé vers l'exportation pour permettre l'entrée de devises. En somme, un tout autre monde que celui des maquiladoras.

Toutes ces transformations ont permis à Cuba de relancer son économie. Cette année, la croissance

économique est de 6 %. On a redécouvert le pétrole cubain; maintenant 70 % de l'énergie électrique est produite avec du pétrole national.

Cependant, il y a un revers à la médaille. Ces nouvelles politiques économiques entraînent aussi leur lot de problèmes sociaux. Le texte de présentation générale en fait mention : les inégalités salariales s'accroissent entre les personnes qui ont accès aux dollars américains (secteur tourisme principalement) et celles qui n'y ont pas accès. La course aux dollars et le développement du tourisme sont aussi des causes de la prostitution. Les jeunes ont moins d'aspirations aux études universitaires et les diplômés sont parfois plus intéressés à chercher des emplois dans des secteurs plus lucratifs que dans ceux liés à leur formation universitaire. On a dû affecter des travailleurs sociaux pour trouver des solutions aux problèmes spécifiques vécus dans les zones marginales.

Il faut donc prendre des mesures correctives pour réduire les impacts négatifs de la « dollarisation »² et de l'ouverture au capital étranger. Récemment, on a augmenté les salaires des enseignants et des médecins de 40 %. Il y a des campagnes d'information sur l'importance de ce type de professions. Pour diminuer la consommation de combustible, on est revenu partiellement à la traction animale dans la production agricole. Consciente

2 On peut parler d'une certaine « dollarisation » de l'économie cubaine à cause de l'utilisation de la devise américaine. Par contre, elle n'a pas l'impact qu'elle a actuellement en Équateur ou en Argentine.

des difficultés et des inégalités entraînées par la « dollarisation », la CTC en fera un des thèmes majeurs de son prochain Congrès qui aura lieu cette année. On envisage le retrait, à moyen terme, de la libre circulation du dollar américain en compétition avec le peso cubain.

Comme nous l'ont mentionné les interlocuteurs cubains rencontrés, le petit manuel des recettes économiques socialistes universelles n'existe pas. Les Cubains doivent composer avec les conditions objectives nationales et internationales. Toutefois, leur capacité fantastique de résistance et d'innovation permet de partager leur optimisme pour l'avenir³.

2.2 NOUVELLES RÉALITÉS, NOUVELLES SOLUTIONS : TROIS PROJETS COMMUNAUTAIRES

2.2.1 PROJET DU CERRO

Depuis 1988, l'Atelier de transformation intégrale Atarès Pilar a pour objectif la transformation sociale et physique d'un quartier marginal situé au cœur de La Havane. Le Cerro s'appuie sur les ressources du voisinage et sur celles de l'État pour améliorer les conditions de vie matérielles et sociales de ses habitants.

Ce projet est dirigé par un groupe de sept intervenants, payés par l'État et spécialisés dans différents domaines, qui font le diagnostic des problèmes vécus dans le quartier. En tant que conseillers techniques,

3 Manuel Montero, syndicaliste, membre du CTC et responsable des relations internationales de la CTC (secteur Amériques), a participé à ces entretiens.



ces personnes travaillent de concert avec le Conseil populaire, organisme formé par des résidents du quartier, pour déterminer, les besoins de la communauté. La majorité de la population est originaire de ce quartier. Mais on y trouve aussi des migrants venus de la partie orientale de l'île pour vendre des produits agricoles et qui ont décidé de s'y établir.

Ce qui caractérise l'approche de cet atelier de transformation intégrale, c'est la volonté de stimuler de nouvelles manières d'agir vis-à-vis les problèmes sociaux auxquels la communauté est confrontée. L'éducation est le fer de lance de la réussite de ce projet. Des expériences semblables se vivent dans une vingtaine de quartiers de La Havane: des rencontres mensuelles permettent aux différents conseils populaires d'échanger entre eux sur leurs réussites et leur progrès.

Ce projet a le soutien du pouvoir municipal et celui d'institutions touchant la santé et l'éducation. De l'aide financière, provenant de la Norvège et de la Suisse, a été octroyée pour la réparation d'une polyclinique ainsi que pour la construction d'une maison pour le médecin du quartier. L'atelier de lecture pour les enfants reçoit l'aide d'Oxfam-Canada. Des activités d'autofinancement, comme le cabaret du vendredi soir et la projection de vidéos, complètent les sources lucratives de location de salles pour des fêtes privées.

Trois secteurs d'activités du Cerro

- Au plan matériel, la revitalisation du quartier vise la restauration et la construction de

maisons, l'asphaltage des rues, l'amélioration de l'éclairage, la réfection de l'aqueduc. En vue d'assainir l'environnement du quartier, des sommes doivent être investies pour assurer la mise en place d'un meilleur système hydrosanitaire de ramassage des déchets.

- Au plan social, les activités à caractère éducatif s'adressent à différentes clientèles qui ont été invitées à identifier leurs besoins spécifiques. Ainsi, les femmes au foyer peuvent participer à des ateliers d'estime de soi ainsi que bénéficier de conseils pour le soin des enfants et discuter de violence familiale. On organise des activités récréatives pour les personnes âgées, des ateliers de lecture pour les enfants et, après les classes ou la fin de semaine, des activités culturelles et sportives pour les jeunes afin de contrer la consommation de drogues, plus facilement accessibles avec l'accroissement du tourisme à Cuba.
- Au plan culturel, on travaille à la revalorisation des traditions folkloriques et religieuses. En effet, c'est dans ce quartier que l'on retrouve le Centre culturel religieux afro-cubain, musée où se côtoient des divinités d'origine catholique et vaudou.

2.2.2 LE CAFÉTAL

Graciela Moráles fait partie d'une organisation non gouvernementale, le Groupe de réflexion et de solidarité Oscar A. Romero, inscrit dans un réseau oecuménique inspiré de la théologie de la libération. Pendant deux ans, le groupe, composé de quatre personnes, a mené un projet de recherche sur les

problèmes sociaux et économiques d'une population marginale de San José de Las Lajas, un quartier en banlieue de La Havane. Leurs interventions communautaires sont menées prioritairement auprès des femmes et des adolescents.

Les étapes de l'intervention dans cette communauté, dont la population est estimée à environ 2000 personnes, ont été :

- d'acquérir une connaissance de la communauté et de se faire accepter par elle. Cela signifie, entre autres, d'identifier et de connaître les leaders naturels;
- de mettre sur pied des « commissions de travail » sur les problèmes de la violence faite aux femmes, sur la violence dans la famille et sur le chômage chez les jeunes;
- de travailler sur les problèmes tels que la délinquance et les maternités précoces (pas de drogues pour l'instant).

Les habitants de cette communauté sont originaires d'une région rurale très pauvre de l'île. Ils sont venus travailler temporairement à La Havane et ils y sont restés. N'y étant pas inscrits comme résidents, ils ne peuvent bénéficier des avantages, tels le carnet alimentaire et les services médicaux.

Cette communauté, installée autour d'un développement industriel, vit en marge de la société cubaine. Par exemple, pour aller à l'école secondaire, les jeunes doivent sortir de leur communauté. En l'absence d'un service de transport, ils et elles quittent, le plus souvent, l'école.

L'équipe du Cafétal est bénévole et travaille en collaboration avec



les instances municipales, entre autres, avec le Programme de transformation intégrale de La Havane, dont l'objectif est l'embellissement des quartiers. Le Cafétal vient de recevoir du financement de la Fondation Roncalli de Montréal.

Bien que le gouvernement ait instauré des mesures pour inciter les jeunes à retourner dans leurs régions d'origine (salaire additionnel, vêtements, etc.), ils n'acceptent pas les conditions difficiles de la campagne et préfèrent habiter le Cerro ou San José de Las Lajas.

2.2.3 LE MEPLA

Le Centre de recherches sur la mémoire populaire latino-américaine (MEPLA) est une sorte de laboratoire alternatif d'appui au développement social du continent américain et un lieu où l'on procède à l'inventaire des expériences de développement progressistes de l'Amérique latine. Par des approches nouvelles et créatives, il donne de l'appui à ceux qui le consultent pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie, et souvent de survie. Là où les instances gouvernementales et les structures sociales officielles sont démunies ou désintéressées, le MEPLA entreprend des actions d'éducation et de prise en charge du milieu, par le milieu. Le MEPLA travaille davantage en Amérique latine qu'en Amérique du Nord, même si sa fondatrice et directrice actuelle, Marta Harnecker est reconnue et lue de par le monde.

Son groupe de travail, le MEPLA, utilise du matériel pédagogique varié, autant pour l'éducation dans les projets qu'il soutient que pour la promotion de ses actions au sein

des groupes qui veulent se prendre en mains. Notamment, ses vidéos servent souvent de prémisses à des projets de prise en charge dans des milieux populaires ou marginaux.

Citons par exemple le documentaire *Como ha podido ser* qui raconte l'histoire de ce prisonnier cubain de Santa Clara qui, à sa sortie de prison, voulait aider son quartier et qui, malgré sa méfiance envers les policiers, a réussi avec l'aide du médecin, de l'infirmière et de la population locale à rebâtir sa crédibilité et à créer des contacts avec certains policiers, allant même jusqu'à obtenir leur appui. Les gens du quartier organisèrent ensemble un projet de développement immobilier, avec des infrastructures sanitaires dans un quartier marginal dominé par la délinquance, le jeu et la violence. Les résultats de ce projet permettent de découvrir un quartier complètement rénové incluant des maisons coquettes et des aires de jeux pour les enfants.

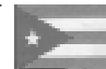
Mais, le plus important encore de cette transformation nous apparaît être la manière dont elle s'est réalisée. Pour changer cette situation sociale, on est intervenu sur l'habitation avec l'aide d'une « microbrigade » composée de gens du quartier et d'étudiants en architecture. La ville a payé les salaires de la brigade et fourni le matériel nécessaire à la construction. Les citoyens et même leurs enfants, emballés par le projet, ont participé aux travaux de construction. On décida aussi d'organiser un « Parlement du quartier » autour des leaders naturels. Les membres de cette instance découvrirent qu'on pouvait aller plus loin dans la transformation sociale

en passant par les enfants qui ramenaient à la maison les idées nouvelles d'amélioration des conditions de vie. En utilisant ce canal de communication, ce n'est pas seulement les lieux physiques de l'arrondissement que l'on développe, mais aussi les mentalités de toute la population locale.

Pour Cuba, il s'agit d'une façon nouvelle de faire les choses surtout depuis la chute du socialisme soviétique. Les initiatives partent du milieu lui-même plutôt que de provenir des dirigeants qui n'ont plus les moyens d'offrir ce type de support à la communauté. Comme le dit si bien le titre d'un de des livres de Marta Harnecker: « En construisant des maisons, nous construisons l'être humain ». Et c'est ce que les gens de ce quartier ont fait, décidant de sacrifier deux maisons du projet pour plutôt s'offrir un dispensaire et un centre communautaire. Ceci favorise l'émergence d'activités de loisirs, de théâtre, d'éducation, de réappropriation de cet espace par ses habitants. Ils retrouvent ainsi leur fierté.

Le documentaire sur Santa Clara se termine par une synthèse pédagogique qui présente la méthodologie de l'expérience en vue de la réutiliser pour d'autres projets:

- réunir ceux et celles qui veulent travailler;
- identifier des leaders naturels;
- partir des besoins des gens;
- établir des priorités en accord avec les ressources disponibles;
- élaborer un programme de travail et en évaluer les résultats;
- respecter les initiatives des gens;
- prendre en compte les traditions culturelles de la communauté.



Le MEPLA⁴ a aussi réalisé un documentaire (*Presupuesto participativo*) présentant l'expérience citoyenne de Porto Alegre au Brésil.

2.3 RENCONTRE AVEC LES SYNDICATS NATIONAUX

2.3.1 SYNDICAT DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE

L'organisation en syndicat national des travailleurs de l'hôtellerie est devenue nécessaire, compte tenu du rôle que joue le tourisme dans l'économie cubaine. C'est le plus jeune syndicat national de la CTC. L'année dernière, deux millions de personnes ont visité Cuba, dont le quart provenait du Canada. Les porte-parole de ce syndicat insistent sur l'importance de cette rencontre avec la délégation québécoise, considérant la place que nous occupons dans le développement du tourisme. D'ici une dizaine d'années, le gouvernement cubain souhaite que sept millions de touristes viennent à Cuba chaque année et compte sur les pays d'Amérique latine pour couvrir la basse saison à l'été.

Cent mille personnes travaillent dans l'industrie cubaine du tourisme. Pour chaque personne œuvrant dans le secteur du tourisme, on retrouve trois autres personnes qui travaillent dans un secteur connexe.

Si la présence des touristes entraîne inévitablement une stimulation de

l'économie, elle comporte aussi son lot de problèmes sociaux, comme l'introduction de la drogue et de la prostitution. Le développement du tourisme entraîne aussi une migration des professionnels de la santé et de l'éducation vers les stations balnéaires. Il est reconnu que le travail dans le tourisme est le plus payant à cause des pourboires en dollars américains. Le gouvernement cubain doit donc ajuster les salaires et introduire des incitatifs, comme les vacances, pour « retenir » ses professionnels.

Le syndicat nous donne l'exemple des investisseurs qui arrivent à Cuba avec leur philosophie la plus souvent incompatible avec les valeurs du socialisme. Bien que l'État cubain ait réussi à négocier un *modus vivendi* avec le capital étranger, par exemple le respect des syndicats, il n'en demeure pas moins que le développement du tourisme représente un défi avec lequel la Révolution doit composer prudemment. Actuellement, huit hôtels appartiennent à des intérêts étrangers, alors que vingt-six autres sont des propriétés mixtes (État et capital étranger).

Les membres du Syndicat du tourisme sont jeunes, 52 % ont moins de 35 ans. Le syndicat reconnaît que les membres sont soumis à l'influence de la culture étrangère et de la consommation. Cela nécessite un travail permanent d'éducation pour leur faire comprendre que, tout en côtoyant « le monde extérieur », il faut conserver les valeurs fondamentales de la Révolution. Si les conditions de vie sont meilleures dans le tourisme que dans les autres secteurs d'activités économiques du pays, le syndicat doit être

fort idéologiquement afin de développer des solidarités avec les Cubains qui ne « profitent » pas directement de ces retombées.

En ce sens, une des réalisations importantes du syndicat consiste en versement volontaire d'une partie des pourboires dans un fonds général qui est dédié à la santé. Ce mouvement a vu le jour avec la « période spéciale » et l'importante pénurie qui a frappé les hôpitaux du pays. Ce sont les travailleuses et les travailleurs de Varadero qui ont émis cette idée, reprise depuis dans l'ensemble des sites touristiques. Bien que l'on ne fixe aucun pourcentage à verser, le montant peut varier entre 10 et 40 % des pourboires.

Enfin, sur la question de la prostitution, le syndicat reconnaît que la problématique demeure présente même si des mesures exceptionnelles ont été prises au cours des dernières années pour enrayer ce phénomène. Un travail se fait en collaboration avec la Fédération des femmes cubaines et l'on tente d'éviter au maximum l'utilisation de mesures coercitives, comme l'emprisonnement. Cependant, on nous rappelle qu'aucun pays au monde n'a encore enrayer le problème de la prostitution.

2.3.2 SYNDICAT DE LA CULTURE ET DES JOURNALISTES

La porte-parole du Syndicat de la culture et des journalistes a tout d'abord présenté la Centrale des travailleurs cubains (CTC) à laquelle son syndicat est affilié. La CTC a été fondée bien avant la révolution cubaine, en 1939, par le militant Lázaro Peña. Elle compte actuellement 19 syndicats nationaux (grands secteurs d'activités) répar-

4 On peut communiquer avec le CISO (ciso@cam.org) pour les deux vidéos (en français). À La Havane, le MEPLA est situé calle 13, n° 504 entre D et E, quartier du Vedado, La Havane, téléphone : 32 21 54.



tis dans les 169 municipalités et les 14 provinces de l'île.

Historiquement, la CTC a toujours combattu l'injustice, en particulier la domination de l'impérialisme et du capitalisme étranger sur le mouvement ouvrier cubain. Au lendemain de 1959, la CTC s'est volontairement rangée derrière la Révolution dans une perspective d'unité nationale. Un des éléments marquants de cette orientation dans la pratique syndicale, c'est la suspension de la grève comme moyen de pression. Le droit de grève existe toujours dans la constitution syndicale, mais son utilisation est volontairement mise de côté. Cette décision politique prise par la CTC, au début des années soixante, est essentiellement motivée par l'importance de maintenir une stabilité économique et des rapports sociaux harmonieux entre l'État et le mouvement syndical.

Sur le plan des conventions collectives, les mécanismes d'élaboration des revendications et des négociations sont similaires à ce qui existe au Québec. Les lois du travail prévoient des étapes de conciliation et d'arbitrage. Advenant un profond différend entre les parties, le politique occupe une place prépondérante dans le règlement final afin de développer un compromis entre l'intérêt spécifique des ouvriers et celui de la nation.

Après un bref exposé sur les acquis de la Révolution, la porte-parole syndicale a accordé une attention particulière à la conjoncture sociale et économique depuis le début de la « période spéciale ». Depuis dix ans, les difficultés sont majeures, avec l'écroulement du bloc de l'Est

et du COMECON⁵, principal partenaire économique de Cuba. Les ouvertures à l'économie de marché ont nécessité de grands débats et la centrale syndicale a été au cœur de ces discussions. La CTC, malgré les difficultés, a continué à défendre les conditions de travail de ses membres. Pour elle, la ressource la plus importante de la Révolution réside dans le capital humain.

En ce qui a trait à l'information, il existe deux chaînes de télévision nationale. La situation politique, depuis 40 ans, nécessite un contrôle certain de l'information. En effet, les Cubains reçoivent au quotidien plusieurs heures d'information contre-révolutionnaire en provenance des États-Unis.

Sur le concept de la centrale unique, la dirigeante syndicale rappelle que l'histoire du mouvement syndical cubain explique cette réalité. D'abord, la CTC n'est pas née de la Révolution, mais bien avant elle. D'autre part, ses militants ont toujours préféré faire les débats à l'intérieur plutôt que de quitter et de créer une autre organisation. L'existence de syndicats indépendants serait donc une expérience marginale davantage liée aux intérêts américains.

2.3.3 UNE ÉCOLE POUR LA FORMATION SYNDICALE

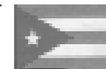
L'École Lázaro Peña est une école de formation syndicale fondée par un ancien secrétaire général de la CTC, dont elle porte le nom. Pro-

priété de la centrale cubaine, elle reçoit des dirigeants syndicaux de l'Amérique latine, des Caraïbes, de l'Afrique, de l'Espagne, de la Chine et des États-Unis.

Sa mission est de préparer les programmes, les méthodologies et les contenus destinés aux responsables syndicaux nationaux et internationaux de la CTC. Certains de ces programmes s'adressent directement aux membres de la base des syndicats cubains.

À Cuba, chaque dirigeant syndical, appelé cadre syndical, doit suivre une formation de base à partir de son milieu. Il s'agit notamment de lui apprendre à tenir une réunion, à recueillir la cotisation syndicale, à entrer en relation avec la gérance de l'entreprise et à y représenter les travailleuses et les travailleurs. La législation, la santé et sécurité au travail, l'organisation, les salaires et les conventions collectives font partie des sujets de formation. À un second niveau, une formation d'une durée de dix semaines est offerte dans chaque municipalité. Chaque cadre peut suivre des cours de perfectionnement sur des questions spécifiques demandées par les unités de base. Enfin, les responsables syndicaux peuvent être invités à suivre une formation de troisième niveau à l'école nationale. Ces sessions durent dix semaines et sont offertes deux fois l'an. Il s'agit de cours en droit du travail, en gestion des ressources humaines, en organisation du travail, en communication, en santé et sécurité du travail et même en formation. La mondialisation et l'intégration régionale font désormais partie des matières abordées. Cette formation s'appuie

5 Le COMECON était une sorte de marché commun des pays de l'Est avant l'effondrement de l'Union soviétique.



sur le cadre d'analyse marxiste.

Enfin, tous les formateurs de l'École Lázaro Peña ont été formés à l'université et ont une obligation de mise à jour annuelle. Les travailleuses et les travailleurs en formation sont libérés de leur travail et continuent à recevoir leur plein salaire. Dans le cas des secteurs économiques plus faibles, l'école assume les salaires à partir des cotisations syndicales générales. Il existe un aller-retour entre l'entreprise et l'école. Certains dirigeants poursuivent leur travail tout en étudiant. Après avoir suivi les cours, chacun doit retourner dans son milieu et rendre compte de sa formation.

2.4 LA VIE POLITIQUE CUBAINE

2.4.1 L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU POUVOIR POPULAIRE (ANPP)

La délégation CISO a été reçue par le camarade Julio Espinosa, coordonnateur général de la Commission des relations extérieures, lequel nous a expliqué le processus électoral à Cuba.

L'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP) est le centre du pouvoir législatif. Elle compte 601 député-e-s élu-e-s pour une période de cinq par les délégué-e-s du pouvoir municipal. Le président, le vice-président et le secrétaire de l'ANPP, de même que les 31 membres du Conseil d'État et du Conseil des ministres sont élus par vote secret par les députés de l'Assemblée nationale.

Les élections municipales

On compte 14 536 délégué-e-s dans toutes les circonscriptions de l'ensemble du territoire cubain. Ce

sont les résident-e-s des arrondissements qui procèdent à la mise en nomination des candidat-e-s à l'élection: pour appuyer leur mise en candidature, une biographie de même qu'une photo sont affichées dans les endroits publics de la circonscription. Pour être élu au premier tour, il faut avoir recueilli plus de 50 % des voix. Sinon, un second tour est organisé avec les candidats ayant recueilli le plus d'appuis.

Au plus tard un mois après cette élection, l'Assemblée municipale du pouvoir populaire se réunit pour élire au scrutin secret des députés pour le pallier de gouvernement provincial. La municipalité est responsable des dossiers de l'éducation, de la santé, des impôts, etc. sur son territoire.

Les élections à l'ANPP

Selon l'article 69 de la constitution, les député-e-s (601) de l'Assemblée nationale élu-e-s par les assemblées municipales, doivent être également délégué-e-s à leur assemblée provinciale. En outre, il est prévu que les organisations de masse (syndicats, fédération des femmes, association des petits producteurs agricoles, etc) délèguent des représentants-tes à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire ainsi qu'aux assemblées provinciales. Les élu-e-s doivent rendre compte de leur mandat à leurs électrices et électeurs et peuvent être révoqués en tout temps.

Les député-e-s, dont l'âge moyen est de 43 ans, ne reçoivent pas de rémunération particulière pour assumer leurs fonctions. Normalement, les séances de l'ANPP ont lieu en dehors des heures habituelles de travail, et si une ou un dé-

puté doit s'absenter de son poste, elle ou il reçoit sa rémunération normale. Les membres de l'ANPP doivent aussi élire les juges à la Cour suprême, de même que ceux des cours provinciales et municipales.

2.4.2 LE PARTI COMMUNISTE DE CUBA

Le Parti communiste de Cuba compte 840 000 membres, soit entre 9 et 10 % des électeurs potentiels. Ce parti est sélectif, c'est-à-dire que, pour en être membre, il faut être élu « travailleur exemplaire » par une assemblée de son milieu de travail. Le Parti demande à ce travailleur ou travailleuse s'il ou elle veut y adhérer. Si la réponse est affirmative, s'enclenche un processus d'enquête, d'une durée de quatre à six mois, sur les valeurs morales de la personne. À la suite de l'enquête du parti, les personnes concernées sont convoqués à nouveau en assemblée pour être informées de la décision. Advenant un refus, l'assemblée ou la personne peut en appeler. Une nouvelle enquête s'ouvre alors dont le résultat est final. Tous les députés de l'ANPP, sont membres du Parti communiste de Cuba. Cependant des chrétiens sont dorénavant admissibles au Parti et trois pasteurs ont été élus à l'Assemblée nationale populaire au cours des dernières années.

2.4.3 LA LOI D'AJUSTEMENT CUBAIN

En vertu d'un accord signé entre Cuba et les États-Unis, 20 000 visas doivent être émis annuellement pour permettre l'émigration de ressortissants cubains vers les États-Unis. Ces visas donnent accès à



un logement subventionné, à une carte de résidence et à des coupons d'alimentation. En plus de cet accord, les États-Unis ont adopté une loi, dite Loi d'ajustement cubain qui stipule que les immigrants illégaux (ceux qui arrivent par la mer) seront acceptés aux États-Unis. Ces entrées de « naufragés » diminuent d'autant le nombre de visas accordés à Cuba et servent de prétexte aux Américains pour discréditer le régime de Fidel.

Quelle différence avec l'accueil que l'on réserve aux Haïtiens qui tentent d'atteindre Miami sur des radeaux de fortune et à qui on refuse brutalement toute entrée aux États-Unis !

Voilà pourquoi la Déclaration finale de la 2^e Rencontre mondiale d'amitié et de solidarité avec Cuba demande l'abolition de cette loi.

2.5 ÉDUCATION : VISITE DE DEUX ÉCOLES

Au cours de deux rencontres avec des éducateurs, nous avons pu recueillir de l'information sur le fonctionnement du système d'enseignement cubain.

2.5.1 ÉCOLE SPÉCIALE COMANDANTE FAJARDO

Anciennement une institution privée, l'École Comandante Fajardo est devenue un établissement spécialisé offrant un enseignement aux enfants en difficulté d'apprentissage. Cette école, desservant tout le territoire de La Havane et dispensant des cours à des élèves de 6 à 21 ans, se donne comme mission de les amener à une vie d'adulte autonome. Cette école est fréquentée par des élèves selon un régime de

semi-internat qui comprend, outre l'enseignement, le transport et les repas. Le personnel compte 35 professionnelles et professionnels à temps plein dont, notamment, 26 enseignantes et aide-enseignantes, une psychologue, une orthophoniste, une infirmière et un médecin. Dix salles de classes sont mises à la disposition des élèves; dans chacune d'elles une enseignante et une auxiliaire d'enseignement dispensent des cours spécifiques, élaborés par l'ensemble des spécialistes de l'école. De plus, divers ateliers portant sur la vie courante sont offerts aux bénéficiaires. Chaque classe compte entre 6 et 15 élèves; le ratio maître/élèves est fixé en fonction de l'importance de la déficience intellectuelle. Notons qu'aucun enfant n'a un handicap physique et que ceux qui pourraient en être affligés seraient dirigés vers des établissements plus appropriés. Pour les élèves qui ne peuvent pas se rendre à l'école, une enseignante ou un enseignant va à la maison ou à l'hôpital.

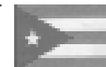
Fait remarquable, le diagnostic est posé très rapidement, souvent dès la garderie ou la maternelle et, lorsqu'il est établi, les parents reçoivent immédiatement l'appui d'une intervenante. Cette aide est maintenue jusqu'à ce que l'enfant aille à l'école. À ce moment-là, le support aux parents est assurée par les éducatrices et éducateurs de l'école. En effet, les familles restent au cœur de l'éducation de leurs enfants; on les initie aux techniques employées en classe pour qu'elles puissent poursuivre les apprentissages à la maison. Il est à noter qu'il n'y a pas de liste d'attente; si les besoins augmentent, les services augmentent aussi.

Malgré tout le professionnalisme constaté – et enviable à bien des égards, tels les programmes adaptés individuellement, le suivi constant des bénéficiaires par une équipe multidisciplinaire, l'intégration complète de la famille dans les interventions – des besoins criants restent à combler. Durant la rencontre, la directrice a souligné le manque de matériel de base et la détérioration de l'édifice. Cependant, un don imminent devrait permettre, en principe, d'améliorer quelque peu la structure de la bâtisse. Au moment de quitter, l'infirmière et le médecin ont remis une liste de médicaments dont ils auraient un urgent besoin. Cette intervention a semblé indisposer la directrice qui s'est empressée de souligner – non de blâmer – qu'il s'agissait d'une initiative personnelle de la part du personnel soignant.

En dépit du fait que de grands besoins restent à satisfaire, nous pensons que la qualité de l'enseignement et des besoins apportés à cette clientèle sont au-dessus de ce qui se fait dans bien des pays, y compris le nôtre et les États-Unis. Le peuple cubain n'a rien à envier à personne en ce qui a trait à l'éducation et n'a surtout pas de leçon à recevoir de son voisin du Nord. Il aurait davantage besoin de coup de main.

2.5.2 VISITE DE L'ÉCOLE LÉNINE DE LA HAVANE

Les écoles Lénine, qui constituent un réseau dans le pays, existent depuis 27 ans et ont été fondées par Fidel Castro. Depuis cette époque, trois générations types d'enseignants y sont passées. Les plus vieux, les fondateurs, sont issus directement de la Révolution. Ensuite,



les émules des premiers qui ont été formés, proviennent de ce qui a été appelé le « mouvement pédagogique ». Finalement, la dernière cohorte est souvent composée d'anciens élèves de l'école.

L'école sélectionne ses élèves parmi les meilleurs et il y a un nombre de places disponibles pour chaque municipalité rattachée au bassin de population desservi. Cinq pour cent des finissants du primaire se retrouvent aux écoles Lénine avec le mandat de hausser, à leur retour, le niveau culturel de leur ville d'origine. Dans les faits, presque tous deviendront universitaires, soit médecin, chercheur, dirigeant syndical ou dirigeant politique. Bon an, mal an, on inscrit ainsi un ratio de 1000 élèves pour 3000 demandes seulement pour l'école de La Havane. Tous devront atteindre une moyenne de 90 % à la fin de leurs études.

Lors de notre passage, l'École Lénine de La Havane comptait 4000 élèves, tous internes, 600 travailleurs (cuisine, transport et autres), dont 370 enseignantes et enseignants. Cet établissement sert 9000 repas par jour. Dans ces écoles tout est gratuit : les uniformes, le matériel scolaire, l'alimentation, le transport (pour les retours à la maison, une fois par semaine ou selon le calendrier scolaire). Outre les bâtiments scolaires, on retrouve sur le campus un cinéma, un amphithéâtre, des dortoirs, un hôpital de 60 lits, une clinique de l'adolescent avec les services d'une psychologue spécialisée pour surdoués scolaires, six dentistes et sept médecins sont rattachés en permanence à l'hôpital. Deux terrains de soccer, trois piscines, deux terrains de base-ball, pour une superficie

totale de 98 000 mètres carrés excluant 300 000 mètres de terre agricole, complètent ce campus.

Durant le séjour à l'école, les élèves restent dans la même classe avec les mêmes enseignants. Ils occuperont aussi le même dortoir.

Pour les élèves qui ne se qualifieront pas ici, ils seront dirigés vers des écoles régulières de quartiers. Il existe aussi des centres de formation technique et des écoles de formation professionnelle, mais, pour les étudiants de 7^e et 8^e année, la motivation est forte de tenter de se qualifier à l'École Lénine. Ceux qui sont handicapés physiquement ou intellectuellement fréquentent des écoles spécialisées ou adaptées, comme celles dont nous avons parlé précédemment. 16 000 élèves handicapés reçoivent des services éducatifs, proportion beaucoup plus élevée qu'ailleurs dans le monde.

À Cuba, le cheminement académique comporte neuf années de primaire, trois de secondaire et de cinq à six pour un premier grade universitaire. L'université ouvre ses portes gratuitement à tous ceux et celles qui se qualifieront aux tests d'admission du programme choisi. Ces examens d'admission sont d'ailleurs les seuls que les élèves auront à passer durant tout leur secondaire s'ils ne proviennent pas de l'École Lénine; ils servent aussi à donner la mesure de l'enseignement reçu au secondaire.

À propos de l'évaluation de l'enseignement, il faut dire tout d'abord que pour être en droit d'enseigner, le professeur doit posséder un baccalauréat. Toutefois, plusieurs enseignants et enseignantes sont déten-

teurs d'une maîtrise ou d'un doctorat. Les professeurs qui désirent travailler aux écoles Lénine passent un examen d'admission préparé par les pairs, ensuite une entrevue puis sont observés durant un cours. Les évaluations se poursuivront tout au cours de leur carrière sous la responsabilité d'un comité. Des administrateurs, des responsables de département et du syndicat, ainsi que des élèves et l'enseignante ou l'enseignant lui-même (auto-évaluation) participent à cette évaluation. La méthode utilisée comporte une évaluation formative et de soutien et les résultats de leurs étudiants au classement universitaire sont aussi pris en compte. Si l'enseignant est insatisfait de son évaluation, il peut interjeter appel auprès du comité.

Il y a, par ailleurs, une émulation pour trouver la meilleure école et le meilleur enseignant du pays. Les taux de succès des établissements scolaires sont aussi publiés par le ministère de l'Éducation dans une revue spécialisée, laquelle présente des classements par école, par municipalité et par province.

Le salaire de base d'un enseignant est de 280 pesos cubains et de 300 à 330 pesos pour celui qui a passé son évaluation avec succès. À cela peut s'ajouter une prime offerte au moment des vacances annuelles. Le salaire augmente aussi par ancienneté et, par ce biais, il ne peut pas être diminué. Le salaire maximum se situe à 375 pesos mensuellement.⁶

⁶ Au moment du stage, le taux de change était de 20 pesos pour un dollar américain.



TROISIÈME PARTIE

3.1 ENGAGEMENTS DE SUIVI AU STAGE

3.1.1 PROJET DE COOPÉRATION AVEC L'ÉCOLE D'ÉDUCATION SYNDICALE LÁZARO PEÑA (À VENIR)

3.1.2 APPUIS POLITIQUES :

- Suivi auprès des organisations syndicales québécoises afin que le RQIC invite des dirigeants du CTC au Sommet des peuples d'avril 2001
- Rencontre de presse pour le lancement de l'Année internationale (2001) de solidarité contre le blocus à l'égard de Cuba, contre la Loi d'ajustement cubain et la loi Helms-Burton
- Appui à la tournée de la CTC auprès des organisations syndicales québécoises (CSQ, CSN, FTQ, FIIQ, SFPQ)
- Intervention des stagiaires dans les instances nationales de leurs organisations syndicales respectives sur le rapport de stage
- Ajouter un volet « Cuba » dans le document de formation du CISO sur la mondialisation
- Présence politique du CISO à la Troisième rencontre mondiale de solidarité à Cuba, en novembre 2002
- Reprise des stages du CISO à Cuba (aux trois ans)
- Intervention auprès des parlementaires fédéraux pour
 - que le Parlement canadien exerce des pressions sur le gouvernement américain afin de respecter la résolution de l'ONU sur la levée du blocus (voir l'Annexe III)
 - que le Canada soit présent à la 105^e Réunion des parlementaires sous les auspices de l'Union interparlementaire mondiale, en avril 2001, à la Havane

3.1.3 AUTRES PROJETS COMPLÉMENTAIRES

- Envoi de médicaments à l'École Comandante Fajardo
- Envoi de régulateurs de soluté à l'Hôpital de cardiologie de Santa Clara
- Envoi de fournitures de bureau à la CTC
- Traduction française de deux documentaires pour le MEPLA
- Préparation de stages touristiques (syndicats – ICAP)
- Cours de français pour des travailleurs cubains intéressés
- Dépôt du rapport de stage sur le site Internet du CISO et celui des organisations syndicales



3.2 DÉCLARATION FINALE DE LA DEUXIÈME RENCONTRE MONDIALE D'AMITIÉ ET DE SOLIDARITÉ AVEC CUBA (DU 10 AU 14 NOVEMBRE 2000), LA HAVANE, CUBA

Sous le ciel fraternel de Cuba, nous, les 4264 participants à la Deuxième Rencontre mondiale de solidarité avec Cuba, en représentation de 118 pays de cinq continents, nous sommes réunis du 10 au 14 novembre 2000, afin de réaffirmer et de proclamer notre certitude que le peuple cubain a le droit incontestable de construire son propre modèle de développement économique, politique et social, de décider de son propre destin, sans ingérence, menace ou agression étrangère, et de défendre sa souveraineté et son indépendance.

Après dix ans de crise économique sévère, aggravée par le blocus et par les lois successives du gouvernement nord-américain visant à sa recrudescence, nous apprécions avec admiration que les Cubains maintiennent bien haut leur esprit de lutte, font face aux difficultés tout en les surmontant avec intelligence, unité et décision, poursuivent leurs efforts en vue de construire la société qu'ils ont choisie et offrent leur généreuse et croissante solidarité aux pays pauvres de plusieurs continents.

Nous avons trouvé ici une société éprise de paix et de respect envers les droits fondamentaux de l'homme, qui n'a rien à voir avec l'image dénaturée et fautive, promue par les ennemis de la Révolution. Le gouvernement des États-Unis n'a aucune raison politique, historique ou morale pour essayer d'assujettir Cuba, imposant à son peuple, depuis quarante ans, des souffrances et des sacrifices. Le blocus économique est un acte de guerre

illégal qui doit être levé totalement et inconditionnellement.

Les citoyens nord-américains ont le droit constitutionnel de voyager à Cuba et de voir de leurs propres yeux la réalité du pays voisin. Les citoyens cubains, pour leur part, ont le droit de voyager aux États-Unis d'une façon légale, ordonnée et fiable.

La Loi d'ajustement cubain, avorton de la guerre froide et responsable d'innombrables morts, de l'incitation permanente à l'aventurisme et du trafic irresponsable des personnes, doit être abolie.

Cuba est victime d'une guerre cruelle et non déclarée. Personne n'a le droit de rester immuable devant l'arrogance et le mépris à l'égard des normes de coexistence universelle, propres de la politique que mène à bien la principale puissance mondiale envers Cuba.

Notre réponse à cette situation intolérable sera la mobilisation, constance de la solidarité!

Nous allons mondialiser le respect, la fraternité et l'amitié envers le peuple héroïque de Cuba!

Un jour de retard dans l'application de la justice que mérite Cuba est un jour de plus de honte pour l'humanité tout entière!

Redoublons notre lutte pour éliminer définitivement le blocus génocidaire des États-Unis d'Amérique contre Cuba!

3.3 ACCORDS GÉNÉRAUX – DEUXIÈME RENCONTRE MONDIALE D'AMITIÉ ET DE SOLIDARITÉ AVEC CUBA

1. Déclarer l'année 2001 comme **Année internationale de solidarité contre le blocus, la Loi d'ajustement cubain et toutes les manœuvres impérialistes exercées contre Cuba.**
2. Organiser, du 15 au 22 avril 2001, une Journée mondiale de solidarité avec Cuba en l'honneur du quarantième anniversaire de la Déclaration du caractère socialiste de la Révolution cubaine et de la victoire de Playa Girón.
3. Ratifier la Déclaration du 10 octobre, date du début des guerres indépendantistes, comme **Journée mondiale de solidarité avec Cuba.**
4. Mener à bien, dans chacun de nos pays, dans le cadre du 150^e anniversaire de la naissance de José Martí, en janvier 2003, des activités visant à mettre en relief sa pensée politique, éthique et philosophique, plateforme de la culture de l'intégration qui requiert l'humanité dans son ensemble pour relever les défis du XXI^e siècle, depuis une perspective émancipatrice.
5. Promouvoir la lutte contre le blocus dans le cadre des parlements nationaux et régionaux et de l'Union interparlementaire mondiale, dont la 105^e réunion s'est tenue à La Havane, en avril 2001.
6. Promouvoir l'envoi de messa-



ges au président des États-Unis, qui que ce soit, et au Congrès de ce pays afin de condamner la politique impérialiste envers Cuba et, notamment, la guerre économique imposée voilà plus de quarante ans.

7. Mener à bien des actions dans tous les pays membres de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, afin que ceux-ci ne succombent pas aux pressions exercées par le gouvernement des États-Unis, dans le but de ternir l'image de Cuba, un pays qui arbore, d'une façon digne et exemplaire, les droits de l'homme de son peuple.
8. Faire face aux campagnes de calomnies et de faussetés dont est victime la Révolution cubaine et son peuple héroïque, faisant appel à cette fin à toutes les voies possibles, en particulier aux énormes potentialités qu'offre Internet.
9. Proposer la tenue de la Troisième rencontre mondiale d'amitié et de solidarité au moment où Cuba l'estimera pertinent.
10. Reconnaître et divulguer la vaste solidarité qu'offre Cuba dans différents domaines et par voies diverses à des douzaines de pays qui en ont besoin.

3.4 DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DU CENTRE DE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE (CISO) LORS DE L'ATELIER SUR L'INFORMATION

C'est avec plaisir et reconnaissance que je prends la parole devant vous, mes frères et sœurs du monde entier. Je ferai mon intervention en français parce que je viens du Québec, la province française du Canada et, comme les Cubaines et les Cubains, nous sommes très fiers de notre culture différente en Amérique du Nord.

Je vous adresse la parole au nom du Centre international de solidarité ouvrière (CISO) dont la mission est d'éduquer à la solidarité internationale des travailleuses et travailleurs syndiqués et ceux du mouvement populaire québécois.

Depuis 1978, en étroite collaboration avec la CTC de Cuba, le CISO combat activement la désinformation en général et, plus particulièrement, celle anti-cubaine. Par exemple, nous avons organisé des stages d'étude et de solidarité à Cuba durant une dizaine d'années. Nous avons tenu deux conférences internationales au Québec sur l'annulation de la dette extérieure du tiers-monde. En 1996, nous avons organisé, durant trois jours, à Montréal, une rencontre syndicale internationale de protestation contre la Loi Helms-Burton et de résistance au blocus – à laquelle une vingtaine de pays ont participé. Nous conduisons présentement une campagne d'éducation et de mobilisation contre la mondialisation impérialiste par des conférences et des ateliers qui expliquent :

- *la définition du concept lui-même;*
- *quels sont les acteurs de la mondialisation;*
- *la mécanique politique et éco-*

nomique derrière la mondialisation;

- *les conséquences sur les peuples, les droits et libertés et l'environnement;*
- *les moyens de riposte sur les plans mondial, régional, municipal et personnel.*

Cette campagne est en cours depuis un an et avec l'aide de plusieurs syndicats et groupes populaires, nous avons déjà rejoint 2000 personnes qui ont la mission de répéter cette formation dans leur milieu.

La traduction en espagnol de ce matériel pédagogique est en préparation et sera rendu disponible à tous les pays intéressés. Vous pourrez l'obtenir par courrier électronique à l'adresse ciso@cam.org.

De plus, nous allons enrichir le contenu de ce matériel à partir des échanges que nous avons avec des Cubaines et des Cubains. Par exemple, le peuple cubain a réussi, à Cuba, à transformer les zones franches en outil de contournement du blocus, notamment en y imposant leurs lois du travail et leurs lois sociales.

La désinformation est une arme puissante de l'impérialisme. La mondialisation néolibérale de l'économie, de la politique et de la culture est soutenue par une campagne d'intoxication idéologique constante depuis plus de 40 ans.

Le CISO a préparé et diffusé, au Québec, un contre-discours qui démasque cette campagne mensongère et qui en démonte le mécanisme.



- *Ce n'est pas vrai que nous sommes à la fin de l'histoire.*
- *Ce n'est pas vrai que le capitalisme a remporté une victoire définitive.*
- *Ce n'est pas vrai qu'il n'y a qu'un seul train en marche et qu'il faut y monter toutes et tous pour survivre.*
- *Ce qui est vrai, c'est que le train de la mondialisation roule sur des rails de plus en plus usés.*
- *Ce qui est vrai, c'est que nous travaillons solidairement à faire dérailler ce train par la force de notre détermination.*

En ce sens :

- 1) *Nous, du CISO, ferons des démarches auprès des organisations syndicales du Québec pour que la CTC soit invitée au Sommet des peuples, à Québec, en avril 2001, sommet parallèle au Sommet des Amériques qui prépare la ZLÉA-NAFTA.*
- 2) *Nous ferons des pressions sur le gouvernement canadien pour qu'il agisse dans les instances internationales dans le sens de la levée du blocus contre Cuba.*
- 3) *Nous ferons une fiche pédago-*

gique pour que le personnel enseignant puisse expliquer le socialisme cubain à leurs élèves et ainsi favoriser la participation des jeunes à la lutte contre le blocus.

- 4) *Nous sommes d'accord avec la proposition d'utiliser l'Internet afin d'établir un réseau par ce puissant moyen de communication, sans négliger les moyens traditionnels, comme les journaux, la radio, etc.*
- 5) *Vive la solidarité internationale!
Vive Cuba!
Nous vaincrons! ; No Pasarán!*



ANNEXE I

PROGRAMME DU STAGE À CUBA

4 novembre 2000	22 h	Arrivée à La Havane, aéroport José Martí Logement à l'Hôtel Las Olas, Miramar
5 novembre 2000	10 h 20 h	Parcours de la ville Café-tal avec Graciela Morales
6 novembre 2000	13 h 30 17 h 30	Rencontre avec Marta Harnecker, directrice du MEPLA (Centre de recherches sur la mémoire populaire latino-américaine) Rencontre avec les dirigeants de la direction nationale de la CTC
7 novembre 2000	9 h 12 h	Visite à l'École d'enseignement spécial <i>Comandante Fajardo</i> , au Vedado Plage de l'Est
8 novembre 2000	9 h 30 13 h 30	Rencontre avec les membres de la direction nationale du Syndicat des travailleurs de la culture et des journalistes du Journal <i>Trabajadores</i> Visite au <i>Centro Casa Cultural El Cerro</i>
9 novembre 2000	10 h 14 h	Rencontre avec le directeur du <i>Centre d'études de l'économie cubaine</i> , Juan Triana, économiste Rencontre à l'École syndicale <i>Lázaro Peña</i>
10 novembre 2000	10 h	Participation à la 2 ^e Rencontre mondiale d'amitié et de solidarité avec Cuba
11 novembre 2000	10 h	Participation à la 2 ^e Rencontre mondiale d'amitié et de solidarité avec Cuba
12 novembre 2000	10 h	Participation à la 2 ^e Rencontre mondiale d'amitié et de solidarité avec Cuba
13 novembre 2000	10 h	Participation à la 2 ^e Rencontre mondiale d'amitié et de solidarité avec Cuba
14 novembre 2000	9 h 14 h 19 h	Manifestation à la Place de la Dignité Plénière et Déclaration finale à la II ^e Rencontre mondiale d'amitié et de solidarité Discours de Fidel Castro et échanges avec les participantes et participants
15 novembre 2000	9 h 14 h	Rencontre avec le Syndicat du tourisme et de l'hôtellerie Rencontre à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP), Commission des affaires extérieures
16 novembre 2000	9 h	Visite à l'École secondaire Lénine
17 novembre 2000	7 h 14 h	Visite au Mausolée du Ché à Santa Clara Visite à Guama (centre faunique, crocodiles) Hôpital de cardiologie Santa Clara
18 novembre 2000	13 h	Retour au Québec



ANNEXE II

LISTE DES STAGIAIRES

BERTRAND, Clotilde,	membre du Centre international de solidarité ouvrière (CISO), co-responsable du stage
DUHAIME, Marcel,	Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
GADBOIS, Guylaine	Syndicat des enseignants et enseignantes de la Pointe-de-l'Île (CSQ)
GUERTIN, Bernard	Syndicat de Champlain (CSQ)
HUDON, Solanges,	Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)
LACHARITÉ, Jean	Conseil central de Sherbrooke (CSQ)
LEGAULT, Patricia	membre du Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
LÉTOURNEAU, Jacques,	Conseil central de Montréal (CSN)
MARCOUX, André	membre du Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
TARDIF, Jean-Claude	Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
TRÉPANIÉ, Sonia	Centrale des syndicats du Québec (CSQ), co-responsable du stage



ANNEXE III

RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU DU 16 OCTOBRE 2000 SUR LA NÉCESSITÉ DE LEVER LE BLOCUS ÉCONOMIQUE, COMMERCIAL ET FINANCIER APPLIQUÉ À CUBA PAR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le blocus a été de nouveau condamné à l'Organisation des Nations Unies (ONU). Une victoire retentissante pour la neuvième année consécutive. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à une majorité écrasante la résolution A/55/L.7 intitulée *Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à Cuba*. La résolution a été approuvée par 167 voix en faveur, représentant 88,35 % du total des 189 États membres de l'ONU.

PAYS QUI ONT SOUTENU LA RÉSOLUTION : 167

L'Afghanistan, l'Albanie, l'Algérie, l'Andorre, l'Angola, Antigua-et-Barbuda, l'Argentine, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, les Bahamas, Bahreïn, le Bangladesh, la Barbade, la Biélorussie, la Belgique, le Belize, le Bénin, le Bhoutan, la Bolivie, le Botswana, le Brésil, le Brunei, la Bulgarie, le Burkina Faso, le Burundi, le Cambodge, le Cameroun, le Canada, le Cap-Vert, le Tchad, le Chili, la Chine, la Colombie, les Comores, le Congo, le Costa Rica, la Côte-d'Ivoire, la Croatie, Cuba, Chypre, la République tchèque, la République populaire démocratique de Corée, la République démocratique du Congo, le Danemark, Djibouti, la Dominique, la République dominicaine, l'Equateur, l'Égypte, la Guinée équatoriale, l'Erythrée, l'Éthiopie, Fidji, la Finlande, la France, le Gabon, la Gambie, le Géorgie, l'Allemagne, le Ghana, la Grèce, la Grenade, le Guatemala, la Guinée, la Guyana, Haïti, le Honduras, la Hongrie, l'Islande, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, l'Irlande, l'Italie, la Jamaïque, le Japon, la Jordanie, le Kazakhstan, le Kenya, le Koweït, le Kirghizistan, le Laos, le Liban, le Lesotho, la Libye, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Madagascar, le Malawi, la Malaisie, les Maldives, le Mali, Malte, Maurice, le Mexique, Monaco, la Mongolie, le Mozambique, Myanmar, la Namibie, Nauru, le Népal, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, le Nigeria, la Norvège, l'Oman, le Pakistan, le Panama, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, le Qatar, la République de Corée, la République de Moldavie, la Roumanie, la Russie, le Rwanda, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, le Samoa, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, l'Arabie Saoudite, le Sénégal, la Sierra Leone, Singapour, la Slovaquie, la Slovénie, les Îles Salomon, l'Afrique du Sud, l'Espagne, Sri Lanka, le Soudan, le Suriname, le Swaziland, la Suède, la Syrie, Tadjikistan, la Thaïlande, la Macédoine (ancienne République yougoslave de), le Togo, les Tonga, la Trinité-et-Tobago, la Tunisie, la Turquie, le Turkménistan, l'Ouganda, l'Ukraine, les Émirats arabes unis, le Royaume Uni, la Tanzanie, l'Uruguay, Vanuatu, le Venezuela, le Viêt-nam, le Yémen, la Yougoslavie, la Zambie et le Zimbabwe.

PAYS QUI ONT VOTÉ CONTRE : 3

Les États-Unis, Israël et les Îles Marshall

PAYS QUI SE SONT ABSTENUS : 4

Le Nicaragua, le Salvador, le Maroc et la Lettonie

PAYS QUI N'ONT PAS PARTICIPÉ AU VOTE : 15

La Bosnie-Herzégovine, la République centrafricaine (m), l'Estonie, la Guinée-Bissau (m), l'Iraq (m), Kiribati, le Libéria (m), la Mauritanie (m), la Micronésie, le Niger (m), Palau, les Seychelles (m), la Somalie (m), Tuvalu et l'Ouzbékistan.

PAYS QUI ONT ADHÉRÉ AU VOTE POSITIF POUR LA PREMIÈRE FOIS : 7

La Géorgie, la Yougoslavie, l'Oman, le Sénégal, Sao Tomé-et-Principe, Nauru et les Tonga.



PAYS QUI ONT REPRIS LE VOTE EN FAVEUR CETTE ANNÉE : 7

L'Albanie, le Burundi (il était en retard en 1999), le Cameroun, le Kirghizistan (il était en retard en 1999), Saint-Vincent-et-Grenadines, l'Arabie Saoudite et Vanuatu*.

VOIX MANQUÉES PAR CUBA À CAUSE DU RETARD FINANCIER : 5

La Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine et les Seychelles

POURCENTAGE DE CONTRIBUTION DE CHAQUE RÉGION GÉOGRAPHIQUE AUX VOIX FAVORABLES :

L'Afrique du Nord et le Moyen Orient : 8,98 %

L'Afrique sub-saharienne : 24,55 %

L'Asie et l'Océanie : 17,96 %

L'Amérique latine et les Caraïbes : 18,56 %

L'Europe orientale : 13,77 %

L'Europe occidentale et autres États : 16,16 %

* Les voix des Seychelles et de la Guinée-Bissau ont manqué. Ces pays ont voté l'année dernière, mais ils sont maintenant en retard. C'est pourquoi une différence de deux voix de plus est appréciée à l'égard du total des 12 voix gagnées, par rapport au vote de 1999.

		TOTAL GÉNÉRAL								
Vote blocus AGNU	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	
En faveur	59	88	101	117	137	143	157	155	167	
Contre	3	4	2	3	3	3	2	2	3	
Absence	46	35	33	27	20	22	14	23	15	
Abstention	71	57	48	38	25	17	12	8	4	